



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMITÉ FINANCIER

Deux cent troisième session

Rome, 10-14 mars 2025

**Rapport sur le Fonds spécial pour les activités d'urgence et de
renforcement de la résilience**

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Rein Paulsen
Directeur du Bureau des urgences et de la résilience
Tél.: +39 06570 52061
Courriel: OER-Director@fao.org

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

RÉSUMÉ

- Le Fonds spécial pour les activités d'urgence et de renforcement de la résilience (ci-après, le «Fonds spécial») permet à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de mener des interventions rapides et efficaces face aux menaces et aux situations d'urgence alimentaires et agricoles.
- Avec effet en janvier 2025, le fonds a été renommé «Fonds spécial pour les activités d'urgence et de **renforcement de la résilience**», en remplacement du nom précédent «Fonds spécial pour les activités d'urgence et de **relèvement**». Cette modification fait écho au programme d'intervention d'urgence et de renforcement de la résilience de la FAO, qui appuie la mise en place de systèmes agroalimentaires résilients et va au-delà des efforts de relèvement à court terme. Elle souligne l'engagement que l'Organisation a pris en faveur du nexus action humanitaire-développement-paix, et invite à adopter une démarche proactive présentant un bon rapport coût-efficacité qui intègre l'intervention d'urgence dans les stratégies de développement. En donnant la priorité au renforcement de la résilience, la FAO entend accroître les moyens dont les communautés vulnérables disposent pour anticiper les crises, y faire face et s'en relever plus efficacement tout en favorisant un développement durable.
- Depuis sa création en 2004 et jusqu'au 31 décembre 2024, le Fonds spécial a reçu 463,5 millions d'USD. Dans le cadre du volet «programmation», 169,8 millions d'USD ont été affectés à des programmes de grande envergure (pour faire face à des situations d'urgence acridiennes, à des catastrophes soudaines, au phénomène El Niño, à la grippe aviaire hautement pathogène ou à des crises régionales prolongées, par exemple), 132 millions d'USD ont été dépensés au titre de la fenêtre d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles et 49,4 millions d'USD au titre de la fenêtre d'action anticipatoire. Dans le cadre du volet «fonds autorenouvelable», 40,2 millions d'USD ont été utilisés pour mettre en place ou renforcer les capacités des bureaux de pays en matière d'intervention d'urgence et appuyer des évaluations des besoins ainsi que l'élaboration des programmes, et 28,8 millions d'USD ont été alloués à la fenêtre de préparation et d'intervention pour les situations d'urgence de niveau 3 (protocole d'intensification).
- Depuis la création du Fonds spécial, 646,2 millions d'USD ont été avancés dans le cadre du volet «fonds de roulement» pour financer des projets d'intervention immédiate en situation d'urgence, dont 39 millions d'USD sur la période considérée. Au 31 décembre 2024, les avances restant dues s'élevaient à 16,7 millions d'USD.
- Le solde de trésorerie du Fonds spécial au 31 décembre 2024 était de 26,6 millions d'USD.

INDICATIONS QUE LE COMITÉ FINANCIER EST INVITÉ À DONNER

- Le présent document est présenté pour information.

I. Contexte

1. À sa 102^e session, tenue en mai 2003, le Comité financier a approuvé la création du Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement, qui avait pour objet de permettre à l'Organisation de lancer sans délai des opérations d'urgence en participant aux activités interinstitutions d'évaluation des besoins et de coordination, en créant un groupe de coordination des mesures d'urgence, en élaborant un cadre programmatique et des projets et en avançant les fonds nécessaires à l'achat d'intrants sur la base des annonces de contribution des partenaires fournisseurs de ressources¹.

2. Le présent rapport annuel contient une brève description des grandes opérations entreprises grâce à des ressources du Fonds spécial pour la période de 12 mois achevée le 31 décembre 2024. Il contient également des données financières pour cette même période, ainsi que pour la période écoulée depuis que le Fonds spécial a commencé à fonctionner. On trouvera à l'**annexe 1** un tableau récapitulatif des rentrées, des avances, des affectations et des soldes.

II. Composition du Fonds spécial

3. Le Fonds spécial comporte trois volets: i) un volet «fonds de roulement» qui permet d'avancer des fonds sur la base des annonces de contribution des partenaires fournisseurs de ressources afin d'acheter sans délai des intrants pour protéger les moyens d'existence, relancer des activités agricoles ou contribuer à une intervention immédiate en cas de crise; ii) un volet «fonds autorenewable» pour appuyer les activités que la FAO mène dans les domaines de l'évaluation des besoins et de l'élaboration des programmes, de la mise en place ou du renforcement rapides des capacités des équipes de pays chargées des opérations d'urgence, et de la préparation et de l'intervention pour les situations d'urgence de niveau 3 (protocole d'intensification)²; et iii) un volet «programmation» afin d'appuyer les activités consacrées à certains programmes d'urgence de grande envergure ou de compléter de manière stratégique des programmes en cours au moyen de la fenêtre d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles et de la fenêtre d'action anticipatoire qui est activée par des alertes précoces déclenchées au niveau de l'Organisation.

Tableau 1. Volets et fenêtres du Fonds spécial pour les activités d'urgence et de renforcement de la résilience

Volet «fonds de roulement»	Volet «fonds autorenewable»	Volet «programmation»
<ul style="list-style-type: none"> • Avances de fonds accordées pour permettre des interventions rapides 	<ul style="list-style-type: none"> • Fenêtre de coordination et de capacité d'intervention en situation d'urgence • Fenêtre d'évaluation des besoins et d'élaboration de programmes • Fenêtre de préparation et d'intervention pour les situations d'urgence de niveau 3 (protocole d'intensification) 	<ul style="list-style-type: none"> • Fenêtre des programmes de grande envergure (catastrophes soudaines, grippe aviaire hautement pathogène, El Niño et crises régionales prolongées, par exemple) • Fenêtre d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles • Fenêtre d'action anticipatoire • Fenêtre relative à la place centrale de la protection et de la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS)

¹ FC 102/14.

² Crises et catastrophes soudaines de grande ampleur nécessitant une intervention institutionnelle.

4. Le volet «**fonds de roulement**» réduit le temps de réaction face aux situations d'urgence en permettant à la FAO d'entreprendre des activités et de procéder à l'achat des intrants les plus indispensables sans attendre de recevoir les fonds annoncés par les partenaires fournisseurs de ressources. En facilitant une intervention rapide, ce volet contribue à atténuer les répercussions des menaces et des situations d'urgence et à accélérer le relèvement des personnes concernées.
5. Le volet «**fonds auto-renouvelable**» appuie les efforts déployés par les équipes de pays de la FAO chargées des opérations d'urgence pour déterminer les besoins les plus critiques des populations touchées, renforcer les capacités d'intervention, et élaborer et coordonner des programmes d'intervention bien conçus sur le plan technique. Grâce à la fenêtre de préparation et d'intervention pour les situations d'urgence de niveau 3 (protocole d'intensification), la FAO peut se préparer et faire face aux défis considérables auxquels le secteur agricole se heurte dans ce type de situation.
6. Le volet «**programmation**» permet de fournir une aide plus programmatique et plus rapide, qui peut être adaptée en fonction de l'évolution des besoins sur le terrain. La méthode de financement commun du Fonds spécial apporte la souplesse nécessaire pour adapter les activités et l'appui en fonction des zones géographiques et des domaines thématiques où les besoins sont les plus grands.
7. L'approche programmatique permet d'adapter les opérations à mesure que la situation évolue, et de rationaliser les activités de manière que l'aide la plus adéquate parvienne plus rapidement aux populations concernées. Le volet «programmation» comprend également la fenêtre d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles, qui rassemble des financements pour l'achat et la livraison sans délai d'intrants urgents. La fenêtre d'action anticipatoire permet à la FAO d'intervenir rapidement dès qu'une menace imminente est repérée, avant que le secteur agricole ne subisse des pertes liées aux catastrophes ou que les moyens d'existence soient fragilisés. Enfin, la fenêtre relative à la place centrale de la protection et de la PEAS vise à renforcer les capacités de l'Organisation dans les domaines de la protection, de la responsabilité à l'égard des personnes touchées et de la PEAS.

III. Ressources du Fonds spécial

8. Depuis sa création en avril 2004, le Fonds spécial a reçu des contributions d'un montant total de 463,5 millions d'USD. Sur ce montant, 343 millions d'USD ont été fournis par les membres indiqués dans le **tableau 2**, y compris 9,5 millions d'USD versés par des partenaires fournisseurs de ressources qui ont transféré au Fonds spécial les soldes de projets d'aide d'urgence qui avaient été clos. Sur la période allant de janvier à décembre 2024, les contributions au Fonds spécial se sont élevées à 31,8 millions d'USD.

Tableau 2. Contributions versées au Fonds spécial

Contributeurs	Depuis la création du Fonds spécial (en milliers d'USD)	Janvier-décembre 2024 (en milliers d'USD)
Afrique du Sud	452	0
Allemagne	21 771	6 779
Arabie saoudite	1 377	0
Australie	218	0
Autriche	1 131	0
Belgique	84 972	5 411
Canada	13 963	45
Chili	5	0
Chine	500	0
Émirats arabes unis	12	12
Espagne	520	0
Finlande	3 747	0
France	9 812	178
Grèce	227	0
Irlande	7 424	0
Italie	1 490	0

Contributeurs	Depuis la création du Fonds spécial (en milliers d'USD)	Janvier-décembre 2024 (en milliers d'USD)
Japon	430	0
Jordanie	60	0
Koweït	50	0
Luxembourg	8	0
Malte	124	81
Monaco	59	0
Norvège	82 353	7 188
Nouvelle-Zélande	13	0
Pakistan	1	1
Pays-Bas (Royaume des)	9 681	0
Portugal	202	52
République de Corée	76	0
République démocratique populaire lao	14	0
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	45 780	7 675
Saint-Siège	30	0
Slovénie	107	0
Suède	51 463	4 348
Suisse	4 942	0
Tchéquie	36	0
Autres (moins de 5 000)	44	0
Contributions totales des membres	343 094	31 771
Fondation Bill et Melinda Gates	10 000	0
Recouvrement des dépenses opérationnelles directes	107 948	0
Fondation Louis Dreyfus	327	0
Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)	481	
Entités du système des Nations Unies ³	1 674	35
Total général	463 524	31 806

Au 31 décembre 2024 – Source: établi d'après les registres auxiliaires et conformément au grand livre.

9. Devant le nombre croissant de crises et d'interventions, les ressources reçues en 2024 ont été essentielles pour mener une action plus efficace dans plusieurs zones géographiques. Il faudra néanmoins déployer des efforts supplémentaires pour atteindre un objectif de dotation de 100 millions d'USD, qui ferait du Fonds spécial un outil parfaitement souple et efficace, permettant de faire face à trois crises de grande ampleur simultanées.

IV. Utilisation des ressources du Fonds spécial

10. Dans le cadre du volet «fonds de roulement», 646,2 millions d'USD ont été avancés à divers projets à la suite d'annonces de contribution faites par des partenaires fournisseurs de ressources, mais avant la réception effective des versements correspondants. Sur ce montant, 16,7 millions d'USD restent dus, dans l'attente du versement des contributions.

11. Sur les 463,5 millions d'USD de contributions, 69,1 millions d'USD ont été approuvés dans le cadre du volet «fonds autorenewable». Au total, 351,2 millions d'USD ont été affectés dans le cadre

³ Banque mondiale, Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Programme alimentaire mondial et Programme des Nations Unies pour le développement.

du volet «programmation», dont 169,8 millions d'USD au titre de la fenêtre des activités thématiques et régionales. Le solde de trésorerie du Fonds spécial au 31 décembre 2024 était de 26,6 millions d'USD. L'utilisation des ressources est présentée en détail dans le **tableau 3**.

Tableau 3. Volets de financement

	Depuis la création du Fonds spécial (en milliers d'USD)	Janvier-décembre 2024 (en milliers d'USD)
Avances		
Volet «fonds de roulement»		
Total des avances au cours de la période	646 219	39 044
Remboursement des avances au cours de la période	629 519	25 359
Avances restant dues	16 700	
Volet «fonds autorenewable»		
Établissement et renforcement du groupe de coordination des mesures d'urgence	21 240	50
Missions d'évaluation des besoins et d'élaboration de programmes	19 002	581
Préparation et intervention pour les situations d'urgence de niveau 3	28 847	
Total – Volet «fonds autorenewable»	69 089	631
Volet «programmation»		
Fenêtre d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles	132 006	13 586
Fenêtre d'action anticipatoire	49 366	12 442
Fenêtre des activités thématiques et régionales		
Corne de l'Afrique (programmes régionaux)	13 748	
Sahel (programmes régionaux)	3 552	
Campagne de lutte contre la grippe aviaire	45 928	
Activités liées aux tsunamis	10 002	
Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires	1 168	
Campagne de lutte contre les invasions acridiennes	51 105	
Crises prolongées	11 110	6 324
Typhons et ouragans	15 598	324
El Niño	12 227	7 675
Chenille légionnaire d'automne	1 001	
Covid-19	2 934	
Place centrale de la protection et de la PEAS	1 438	638
Total partiel – fenêtre des activités thématiques et régionales	169 811	14 961
Total partiel – volet «programmation»	351 183	40 989
Total général – affectations	420 272	41 620
Solde du Fonds spécial	26 550	

A. Volet «fonds de roulement»

12. **Avances.** Pendant la période considérée, 85 pour cent des avances accordées au titre du Fonds spécial ont servi à appuyer des projets financés par l'Allemagne, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et les États-Unis d'Amérique, comme l'indique le **tableau 4**.

Tableau 4. Avances de partenaires fournisseurs de ressources au Fonds spécial

Partenaires fournisseurs de ressources	Avances (en milliers d'USD)	Remboursements (en milliers d'USD)
Allemagne	9 991	9 991
Autriche	0	750
Belgique	1 615	1 615
Commission européenne	300	0
Émirats arabes unis	3 322	3 322
États-Unis d'Amérique	18 297	4 282
Norvège	400	400
OCHA	5 120	5 000
Total par partenaire fournisseur de ressources	39 044	25 359

13. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, plus de 92 pour cent des avances ont été affectées à des programmes majeurs menés en **Éthiopie**, en **République démocratique du Congo**, en **Somalie**, au **Soudan** ainsi que dans le cadre de divers projets **mondiaux**, comme cela est indiqué dans le **tableau 5**. On trouvera une brève description des principales avances à l'**annexe 2**.

Tableau 5. Avances du Fonds spécial au bénéfice de programmes de pays

Pays	Avances (en milliers d'USD)	Remboursements (en milliers d'USD)
Colombie	380	380
Éthiopie	3 282	3 282
Madagascar	400	400
Malawi	0	500
Mozambique	320	820
Philippines	1 020	900
Projets mondiaux	9 941	9 991
République démocratique du Congo	3 600	300
Somalie	8 000	0
Soudan	11 186	7 421
Venezuela (République bolivarienne du)	310	310
Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest	0	750
Région Afrique	300	0
Région Asie-Pacifique	305	305
Total	39 044	25 359

B. Volet «fonds autorenouvelable»

14. Dans le cadre du volet «fonds autorenouvelable», la **fenêtre de coordination en situation d'urgence** facilite le déploiement rapide de spécialistes des situations d'urgence ainsi que le renforcement des équipes existantes, de manière à intégrer des activités supplémentaires ou à combler des déficits de financement temporaires, tandis que la **fenêtre d'évaluation des besoins et d'élaboration de programmes** finance les activités d'évaluation des besoins et d'appui aux programmes au début d'une crise pour aider la FAO et ses partenaires à élaborer des programmes d'intervention rapide ainsi que des stratégies de résilience à plus long terme.

15. S'agissant de la **fenêtre de coordination en situation d'urgence**, les ressources allouées au titre du Fonds spécial ont appuyé des activités d'intervention d'urgence et de renforcement de la résilience menées par la FAO dans plusieurs régions. Ces ressources ont permis de déployer des experts techniques et des coordonnateurs pour les situations d'urgence, et d'accroître les capacités opérationnelles et programmatiques. Les initiatives ont notamment consisté à renforcer la coordination des modules d'action groupée, à développer les transferts monétaires et à améliorer les cadres de contrôle et de suivi. En outre, un appui ciblé a été fourni afin de faciliter les formations, d'assurer la continuité des opérations et d'apporter un appui supplémentaire pour faire face à l'évolution des besoins humanitaires. Ce financement a joué un rôle central dans la mise en œuvre en temps voulu d'interventions efficaces et bien coordonnées en réponse à de nombreuses crises de la sécurité alimentaire qui se sont produites partout dans le monde. Le **tableau 6** présente la répartition des ressources par pays.

Tableau 6. Fenêtre de coordination en situation d'urgence du Fonds spécial

Pays	Affectation approuvée (en milliers d'USD)
Afghanistan	20
Afghanistan et Myanmar	69
Afghanistan, Nigéria, Soudan et Ukraine	100
Afrique du Sud	100
Bangladesh	34
Burkina Faso	105
Burkina Faso, Mali et Sénégal	100
Burundi	100
Burundi et Haïti	100
Colombie, Haïti et Panama	37
Côte d'Ivoire	2
Éthiopie	160
Kenya	59
Kosovo	150
Mozambique	67
Niger	85
République arabe syrienne	99
République centrafricaine	60
République démocratique du Congo	72
Somalie	9
Soudan	90
Soudan du Sud	256
Tchad	125
Tchad et Afrique australe	100
Yémen	11
Région Asie et Pacifique (Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Mongolie, Myanmar, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Timor-Leste, Vanuatu et Viet Nam)	100
Sous-région Caraïbes (Grenade, Jamaïque et Saint-Vincent-et-les Grenadines)	60
Sous-région Afrique de l'Est (Éthiopie, Ouganda, Somalie et Soudan du Sud)	368
Région Amérique latine et Caraïbes (Bolivie, Colombie, Équateur et Pérou)	50
Région Proche-Orient et Afrique du Nord, et Europe et Asie centrale (Cisjordanie et bande de Gaza, Égypte, Iraq, Jordanie, Kosovo, Liban, République arabe syrienne, Serbie, Soudan, Türkiye, Ukraine et Yémen)	150
Sous-région Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Burundi, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone et Tchad)	100
Total	2 938

16. En ce qui concerne la **fenêtre d'évaluation des besoins et d'élaboration de programmes**, les allocations du Fonds spécial ont apporté un soutien essentiel dans le cadre de diverses évaluations et initiatives de planification des programmes entreprises dans plusieurs pays. Les fonds ont servi à appuyer la coordination du module d'action groupée en matière de sécurité alimentaire, à mener des évaluations d'impact sur les changements climatiques brusques et à évaluer les effets de plusieurs catastrophes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Les allocations ont ainsi permis de financer des évaluations relatives aux effets des cyclones tropicaux à **Madagascar**, une évaluation des conséquences et des besoins en rapport avec le phénomène El Niño au **Malawi**, une évaluation des cultures et de la sécurité alimentaire au **Liban** et des évaluations interorganisations de la sécurité alimentaire en **Cisjordanie** et dans la **bande de Gaza**, pour ne citer que ces quelques exemples. Ces initiatives ont grandement aidé à élaborer des programmes à partir de données probantes et à prendre des décisions d'orientation pour faire face rapidement aux nouveaux défis qui sont apparus.

17. En outre, les fonds alloués au titre de la fenêtre d'évaluation des besoins et d'élaboration de programmes ont permis à la FAO de réaliser des **enquêtes de suivi des données dans les situations d'urgence** (Data in Emergencies, DIEM) dans plusieurs pays, enquêtes qui ont fourni des données critiques exploitées lors d'interventions ciblées menées dans des contextes fragiles. Les fonds ont été utilisés pour appuyer des activités de renforcement des capacités, la coordination des parties prenantes et la conduite de missions techniques en vue d'améliorer la collecte et l'analyse des données. Le **tableau 7** présente la répartition des ressources par pays.

Tableau 7. Ressources financières allouées à l'évaluation des besoins et à l'élaboration de programmes

Pays	Affectation approuvée (en milliers d'USD)
Afghanistan	100
Afrique du Sud	10
Arménie	60
Bangladesh	3
Brésil	25
Burkina Faso	182
Cameroun	79
Cisjordanie et bande de Gaza	140
Colombie et Haïti	17
Djibouti	15
Éthiopie	10
Ghana	50
Haïti	150
Honduras	39
Kenya	12
Kenya et Panama	9
Liban	174
Libéria	40
Madagascar	41
Malawi	60
Mali	100
Mozambique	104
Myanmar	78
Népal	80
Niger	84
Nigéria	284
Pakistan	9
République arabe syrienne	51
République centrafricaine	99
République démocratique du Congo	100
Sénégal	20
Somalie	100

Pays	Affectation approuvée (en milliers d'USD)
Soudan	195
Soudan du Sud	129
Tchad	197
Trinité-et-Tobago	39
Viet Nam	21
Yémen	100
Total	3 006

18. La **fenêtre de préparation et d'intervention pour les situations d'urgence de niveau 3** porte sur les éléments suivants: i) les mesures et activités de préparation renforçant la capacité de la FAO de répondre aux situations d'urgence de grande ampleur; et ii) les interventions en cas d'urgence de niveau 3 et la mobilisation rapide de l'Organisation.

19. Au titre des **mesures préventives**, l'Organisation a mis en place un **mécanisme interne d'intervention immédiate** spécialement conçu pour combler un manque temporaire de personnel dans les pays devant faire face à des situations d'urgence de niveau 3, en redéployant des effectifs internes. Le mécanisme est désormais opérationnel, et des appels à manifestation d'intérêt ont été publiés pour faciliter l'identification de candidats potentiels au déploiement de personnel de renfort. L'Équipe chargée des renforts internes collabore activement avec les bureaux de pays afin de répertorier les problèmes d'effectifs et d'encourager le recours à ce mécanisme pour combler rapidement les déficits de personnel jugés critiques de façon à assurer la continuité des opérations et à améliorer la mobilité en interne.

20. Les efforts déployés pour renforcer les capacités des pays ont compris diverses initiatives: i) élaboration de procédures et de processus relatifs aux ressources humaines et aux voyages pour les pays de la région Proche-Orient; ii) conduite d'une formation à l'intention des coordinateurs du module d'action groupée en matière de sécurité alimentaire au Kenya, organisée par le module mondial de la sécurité alimentaire, qui a permis à 24 coordinateurs d'acquérir des compétences techniques essentielles; iii) organisation de formations régionales consacrées à la gestion des chaînes d'approvisionnement et à l'appui logistique; iv) animation d'un atelier sur la conception de programmes d'intervention d'urgence et de renforcement de la résilience pour harmoniser les stratégies et améliorer la qualité technique de ces programmes en tenant compte des nouvelles tendances et en transposant les modalités efficaces à plus grande échelle; et v) proposition de plusieurs séances de préparation à l'intervention rapide.

21. Dans le domaine de la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS), la FAO a publié sa nouvelle politique qui offre un cadre renforcé pour s'attaquer à ces atteintes et faire en sorte que l'Organisation tienne bien compte des évolutions récentes et des pratiques optimales adoptées en la matière par les organismes des Nations Unies et le Comité permanent interorganisations. En particulier, la nouvelle politique reprend l'engagement consistant à suivre en toutes circonstances une approche centrée sur la victime et à renforcer le respect par les partenaires de la FAO des mesures de PEAS. Pour augmenter les moyens des bureaux de pays, diverses initiatives d'appui, d'orientation et de développement des capacités ont été mises en œuvre de façon à sensibiliser les acteurs concernés dans les pays et à renforcer les mesures de PEAS. Une formation de quatre semaines proposée en présentiel ou à distance a été suivie par plus de 40 points focaux chargés de la PEAS et spécialistes nationaux de ce domaine. En outre, des séances consacrées à la PEAS à destination de plus de 40 représentants de la FAO ont été organisées, et plus de 2 500 personnes employées par la FAO ont assisté à des réunions de sensibilisation à la question.

22. Les fonds affectés au titre de la «**mobilisation rapide**» et de la «**réaction aux situations d'urgence de niveau 3**» servent à financer les interventions immédiates selon une approche dite «sans regret». Au cours de la période considérée, des ressources ont été approuvées pour financer des activités d'intervention d'urgence au **Burkina Faso**, au **Mali**, en **République centrafricaine** et au **Yémen**. On trouvera une brève description de l'utilisation des fonds à l'**annexe 3**.

Tableau 8. Fonds affectés au titre de la mobilisation rapide et de la réaction aux situations d'urgence de niveau 3

Mobilisation rapide et réaction aux situations d'urgence de niveau 3	(en milliers d'USD)
Burkina Faso	500
Mali	500
République centrafricaine	500
Yémen	500
Total	2 000

C. Volet «programmation»

23. Dans le cadre du volet «programmation», 351 millions d'USD ont été affectés depuis la création du Fonds spécial, dont 132 millions d'USD au titre de la fenêtre d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles, 49,4 millions d'USD au titre de la fenêtre d'action anticipatoire et 170 millions d'USD aux crises thématiques ou régionales. Depuis 2023, des ressources sont également mobilisées au titre de la **fenêtre relative à la place centrale de la protection et de la PEAS**, qui vise à renforcer les moyens dont l'Organisation dispose pour faire de la protection, de la responsabilité à l'égard des personnes touchées et de la PEAS des composantes centrales de son action.

Fenêtre d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles

24. Comme cela est indiqué dans le **tableau 9**, 14,1 millions d'USD ont été affectés au titre de la fenêtre d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles. Ces contributions ont permis à la FAO de réagir rapidement à des crises de grande ampleur grâce à l'achat et à la livraison sans délai d'intrants urgents. On trouvera à l'**annexe 4** une brève description des principales activités mises en œuvre grâce aux ressources du Fonds spécial consacrées aux interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles.

Tableau 9. Ressources financières allouées au titre de la fenêtre d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles

Pays	Intervention	(en milliers d'USD)
Contributions de la Norvège		4 300
Afghanistan	Atténuation des conséquences de l'invasion du criquet marocain sur les ménages ruraux les plus vulnérables vivant dans les régions du nord et du nord-est du pays	1 000
Cameroun	Intervention d'urgence menée pour faire face aux inondations et transposer à plus grande échelle l'action anticipatoire menée en concertation avec les communautés dans la région de l'Extrême-Nord	250
Myanmar	Aide vitale d'urgence fournie en faveur des moyens d'existence des agriculteurs touchés par les conflits	1 000
Nigéria	Aide d'urgence fournie en matière de sécurité alimentaire et en faveur des moyens d'existence à la suite des inondations qui se sont produites dans le pays	500
République centrafricaine	Aide d'urgence fournie aux populations vulnérables touchées par les conflits internes	1 200
Tchad	Aide d'urgence fournie pour rétablir les moyens d'existence agropastoraux de façon à renforcer la résilience des ménages victimes des inondations	350
Contributions de la Suède		3 500
Niger	Amélioration de la sécurité alimentaire et de la résilience des communautés des régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri	1 750
Somalie	Aide au relèvement fournie aux agropasteurs victimes des inondations en milieu rural et aux communautés riveraines	1 750
Contributions de la Belgique		6 300

Pays	Intervention	(en milliers d'USD)
Bangladesh	Aide d'urgence fournie pour protéger la sécurité alimentaire et les moyens d'existence dans les zones touchées par le cycle Remal	850
Cameroun	Projet d'urgence mené pour lutter contre la crise de la sécurité alimentaire	500
Éthiopie	Aide agricole d'urgence fournie aux victimes des inondations dans la région du Tigré	500
Malawi	Interventions menées pour faire face aux effets du phénomène El Niño sur le secteur agricole au moyen de transferts monétaires	500
Mozambique	Aide d'urgence fournie aux ménages de petits exploitants vulnérables victimes de la sécheresse provoquée par El Niño à Manica	500
Nicaragua	Intervention d'urgence menée en faveur de la sécurité alimentaire et du rétablissement des moyens d'existence à l'intention des petits exploitants agricoles touchés par El Niño	500
Niger	Intervention rapide menée pour rétablir les moyens d'existence des ménages victimes des inondations dans les régions de Diffa, Tahoua et Zinder	650
République démocratique du Congo	Aide fournie pour rétablir les moyens d'existence des ménages touchés par l'insécurité alimentaire aiguë dans le territoire de Djugu (province d'Ituri)	500
Tchad	Gestion intégrée de l'élevage pour lutter contre la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans	500
Ukraine	Aide d'urgence fournie en faveur des moyens d'existence pour protéger la production des ménages ruraux dans les zones touchées par la guerre	900
Zambie	Atténuation des crises agricoles et de la sécurité alimentaire dues à El Niño et aux extrêmes climatiques	400
Total général		14 100

Fenêtre d'action anticipatoire

25. La fenêtre d'action anticipatoire du Fonds spécial facilite grandement les initiatives que la FAO mène à l'échelle mondiale pour transposer à plus grande échelle les stratégies d'action anticipatoire visant à prévenir les crises alimentaires. L'action anticipatoire de la FAO a pour but de protéger les équipements agricoles et les moyens d'existence contre les effets des aléas afin d'éviter l'adoption de stratégies d'adaptation préjudiciables. La fenêtre d'action anticipatoire du Fonds spécial donne aux bureaux de pays la possibilité d'accéder aux fonds préaffectés nécessaires à la mise en œuvre rapide de mesures préventives. Elle permet de débloquer les fonds dès que des signaux d'alerte précoce, appelés également déclencheurs, annoncent une catastrophe imminente. Les mécanismes de déclenchement sont adaptés au contexte et aux aléas jugés prioritaires. Ils reposent sur des seuils quantitatifs et sont corroborés par des informations qualitatives et des avis d'experts.

26. Comme le montre le **tableau 10**, 12,8 millions d'USD ont été alloués au titre de la fenêtre d'action anticipatoire. On trouvera à l'**annexe 4** une brève description des principales activités mises en œuvre grâce aux ressources du Fonds spécial consacrées à l'action anticipatoire.

Tableau 10. Ressources financières allouées au titre de la fenêtre d'action anticipatoire

Pays	Intervention	(en milliers d'USD)
Contributions de la Belgique		1 600
Colombie	Protection des moyens d'existence agropastoraux contre les effets du phénomène La Niña	600
Venezuela (République bolivarienne du)	Atténuation des effets du phénomène La Niña sur les moyens d'existence agricoles	500

Pays	Intervention	(en milliers d'USD)
Région Asie et Pacifique	Anticipation du risque lié au phénomène La Niña: inondations et cyclones dans la région Asie et Pacifique	500
Contribution du PAM		35
Mozambique	Action anticipatoire relative au phénomène La Niña	35
Contributions de l'Allemagne		8 508
Cambodge	Protection des agriculteurs, des propriétaires de bétail et des pêcheurs cambodgiens vulnérables contre la sécheresse provoquée par le phénomène El Niño	500
Mozambique	Anticipation des effets des inondations provoquées par le phénomène La Niña pour protéger les moyens d'existence des petits exploitants agricoles	800
Philippines	Action anticipatoire destinée à protéger la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des agriculteurs et des pêcheurs lors des inondations à Mindanao et pendant les typhons sur la côte est	429
Monde (Colombie, Malawi, Ouganda, Philippines, Somalie et Soudan du Sud)	Anticipation des effets des aléas provoqués par le phénomène La Niña, afin de protéger les moyens d'existence agricoles et la sécurité alimentaire des populations rurales vulnérables	6 779
Contributions de la Norvège		1 500
Madagascar	Action anticipatoire destinée à éviter une recrudescence de la présence de criquets migrateurs malgaches	500
Somalie	Action anticipatoire relative au phénomène La Niña – alerte précoce, préparation et intervention dans les foyers de sécheresse	1 000
Contribution de la Suède		848
Afghanistan	Lutte contre la sécheresse, et transposition à plus grande échelle des initiatives d'action anticipatoire	848
Contribution de plusieurs donateurs		
Mongolie	Lutte contre l'aggravation du <i>dzud</i>	282
Total général		12 772

Fenêtre relative à la place centrale de la protection et de la PEAS

27. Comme cela est indiqué dans le **tableau 11**, la FAO a reçu 638 000 USD pour renforcer les capacités des bureaux de pays en matière de protection et de PEAS. On trouvera à l'**annexe 6** une brève description des principales activités mises en œuvre grâce aux ressources du Fonds spécial allouées au titre de cette fenêtre.

Tableau 11. Contributions versées au titre de la fenêtre relative à la place centrale de la protection et de la PEAS

Pays	Intervention	(en milliers d'USD)
Contributions de la Norvège		638
Monde	Renforcement de la PEAS dans les programmes d'intervention d'urgence et de renforcement de la résilience menés dans les pays cibles	638
Total général		638

Fenêtre d'interventions dans des situations de crises prolongées

28. Afin d'aider la FAO à atteindre son objectif consistant à venir en aide à 80 millions de personnes par an, trois attributions de crédits ont été réalisées de façon à appuyer les programmes de pays menés au Myanmar, au Nigéria et au Soudan, car ces pays connaissaient des problèmes

d'insécurité alimentaire prolongée et devaient faire face à des interventions humanitaires insuffisamment financées. Comme cela est indiqué dans le **tableau 12**, 6 millions d'USD ont été alloués au titre de cette nouvelle fenêtre. On trouvera à l'**annexe 7** une brève description des principales activités mises en œuvre grâce aux ressources du Fonds spécial allouées au titre de cette fenêtre.

Tableau 12. Ressources allouées au titre de la fenêtre d'interventions dans des situations de crises prolongées

Pays	Intervention	(en milliers d'USD)
Myanmar	Aide vitale d'urgence fournie en faveur des moyens d'existence des agriculteurs et des propriétaires de bétail de Kayin et du sud de l'État Shan	2 000
Nigéria	Intervention d'urgence en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle: renforcement des moyens dont disposent les communautés touchées par les conflits pour améliorer leur résilience	2 000
Soudan	Rétablissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages agropastoraux de petits exploitants touchés par le conflit qui vivent dans le centre, l'est et le nord du pays, au moyen de fourniture d'intrants de production essentiels pour l'agriculture et le pastoralisme	2 000
Total général		6 000

Crises climatiques (y compris El Niño et La Niña)

29. Compte tenu des menaces imminentes que le changement climatique fait peser sur les systèmes agroalimentaires, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, cette fenêtre du Fonds spécial sert à financer des activités en faveur de la résilience climatique pour soutenir les mesures urgentes à prendre en matière de préparation et d'intervention. Au moyen d'activités ciblées, la FAO entend renforcer les capacités d'adaptation, préserver les moyens d'existence et améliorer la résilience des systèmes agroalimentaires afin d'atténuer les effets de risques environnementaux croissants. Comme cela est indiqué dans le **tableau 13**, 7,6 millions d'USD ont été affectés à cette fin. On trouvera à l'**annexe 8** une brève description des principales activités mises en œuvre.

Tableau 13. Ressources allouées au titre des crises climatiques (y compris El Niño et La Niña)

Pays	Intervention	USD (contributions)
Contributions du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		
Afghanistan	Aide d'urgence destinée aux communautés d'agriculteurs et d'éleveurs victimes des inondations dans les régions du nord, du nord-est et de l'ouest du pays	1 022 385
Niger	Amélioration de la sécurité alimentaire et de la résilience des communautés des régions de Diffa et Maradi	1 022 385
Soudan du Sud	Renforcement de la résilience des moyens d'existence fondés sur l'agriculture face au changement climatique	1 022 385
Couloir de la sécheresse	Atténuation des effets des extrêmes climatiques provoqués par les phénomènes El Niño et La Niña sur l'agriculture et la sécurité alimentaire	2 841 229
Monde	Évaluation des effets du phénomène El Niño sur les moyens d'existence agricoles et la sécurité alimentaire dans les pays jugés prioritaires	1 000 000
Monde	Partenariat noué entre le Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement et la FAO en vue de transposer à plus grande échelle l'action	255 596

Pays	Intervention	USD (contributions)
	climatique fondée sur des données probantes dans les contextes de crise	
Monde	Action anticipatoire visant à renforcer la résilience dans les régions de Diffa et Tahoua en prévision d'une saison de soudure pastorale difficile et face au risque accru de feux de brousse lié à la sécheresse	511 192
Total		7 675 172

V. Conclusions

30. Au cours de l'année écoulée, le nombre de crises humanitaires et l'ampleur de ces crises ont fortement augmenté, les besoins des communautés évoluant rapidement et les ressources disponibles devenant plus en plus insuffisantes pour répondre à toutes les demandes. Les réactions tardives en cas de crise humanitaire entraînent des souffrances humaines prolongées, et les financements fournis au moyen de contributions entièrement préaffectées ne permettent pas d'adapter les interventions facilement et rapidement à l'évolution des besoins, ce qui réduit le rapport coût-efficacité et l'efficacité des interventions. Les retards dans la conduite des activités agricoles se répercutent pendant longtemps sur les populations touchées et sont coûteux pour la communauté d'aide humanitaire.

31. Le Fonds spécial pour les activités d'urgence et de renforcement de la résilience continue d'offrir à la FAO un outil qui lui permet d'intervenir plus rapidement, de disposer de ressources plus fiables et de renforcer son action au niveau des pays, et donc d'accroître le soutien apporté aux membres. Les contributions versées au Fonds spécial, y compris celles qui sont partiellement préaffectées ou qui ne sont préaffectées à aucune utilisation en particulier, donnent à l'Organisation les moyens de fournir une aide d'urgence rapide et très efficace aux populations les plus vulnérables touchées par différents types de bouleversements tels que les crises prolongées, les catastrophes naturelles et les fortes perturbations de la filière alimentaire.

32. Le Fonds spécial permet à l'Organisation d'accroître sans délai ses capacités opérationnelles lorsque les besoins augmentent rapidement après une catastrophe. Il lui permet de mettre promptement en œuvre des programmes d'urgence de grande envergure, et ainsi de renforcer les capacités locales et nationales de protection des familles des communautés et, au bout du compte, d'éviter à des millions de ménages ruraux et pastoraux de perdre leurs moyens d'existence et de basculer dans la misère. Le Fonds spécial est un outil indispensable pour mettre en œuvre des mesures d'action anticipatoire offrant un bon rapport coût-efficacité. Les données probantes réunies ces dernières années font apparaître que pour chaque dollar investi par la FAO dans l'action anticipatoire, les ménages obtiennent des rendements bien supérieurs en pertes évitées et en avantages supplémentaires.

33. Le Fonds spécial joue un rôle prépondérant pour renforcer les initiatives que la FAO mène en vue de prévenir l'exploitation et les abus sexuels dans l'ensemble de ses opérations d'urgence, d'en limiter les conséquences et d'y faire face le cas échéant. Dans les contextes d'urgence humanitaire, les populations sont particulièrement exposées aux actes d'exploitation et d'abus sexuels en raison des rapports de force déséquilibrés existants, qui sont aggravés dans ces situations. Il est essentiel de mettre en œuvre des mesures de PEAS efficaces pour améliorer la condition des populations touchées et leur offrir un environnement plus protecteur et plus transparent.

34. Dans le cadre des interventions menées au titre du Fonds spécial, les besoins et le potentiel respectifs des femmes, des hommes, des filles et des garçons sont notés et pris en compte. Une attention particulière est portée au soutien à apporter aux ménages dirigés par une femme dans les situations d'urgence, à la diffusion des technologies et des pratiques qui préviennent et atténuent les effets des catastrophes, à la réduction de la charge de travail des femmes et au renforcement de leur accès à l'information et à la formation ainsi qu'aux ressources et aux actifs productifs.

Annexe 1 – Rentrées, avances et affectations du Fonds spécial – Tableau récapitulatif

35. Depuis sa création en 2004 et jusqu'au 31 décembre 2024, le Fonds spécial a reçu 463,5 millions d'USD. Dans le cadre du volet «fonds de roulement», 646,2 millions d'USD ont été avancés pour financer des projets d'intervention immédiate en situation d'urgence, dont 39 millions d'USD au cours de la période considérée. Au 31 décembre 2024, les avances restant dues s'élevaient à 16,7 millions d'USD. Dans le cadre du volet «fonds autorenewable», 40,2 millions d'USD ont été utilisés pour mettre en place ou renforcer les capacités des bureaux de pays en matière d'intervention d'urgence et appuyer des évaluations des besoins ainsi que l'élaboration des programmes, et 28,8 millions d'USD ont été alloués à la fenêtre de préparation et d'intervention pour les situations d'urgence de niveau 3 (protocole d'intensification). Dans le cadre du volet «programmation», 132 millions d'USD ont été dépensés au titre de la fenêtre d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles et 49,3 millions d'USD au titre de la fenêtre d'action anticipatoire, et 169,8 millions d'USD ont été affectés à des programmes thématiques ou régionaux.

36. Le solde de trésorerie du Fonds spécial au 31 décembre 2024 était de 26 550 millions d'USD.

Contributeurs	Depuis la création du Fonds spécial (en milliers d'USD)	Janvier-décembre 2024 (en milliers d'USD)
Montants reçus	463 524	31 806
• Membres	343 094	31 771
• Autres	120 430	35
Volet «fonds de roulement» – avances restant dues	16 700	
• Avances	646 219	39 044
• Remboursements	629 519	25 359
Volet «fonds autorenewable»	69 089	631
• Fenêtre de coordination et de capacité d'intervention en situation d'urgence	21 240	50
• Fenêtre d'évaluation des besoins et d'élaboration de programmes	19 002	581
• Fenêtre de préparation et d'intervention pour les situations d'urgence de niveau 3 (protocole d'intensification)	28 847	0
Volet «programmation»	351 183	40 989
• Fenêtre d'interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles	132 006	13 586
• Fenêtre d'action anticipatoire	49 366	12 442
• Programmes thématiques et régionaux	169 811	14 961
Solde du Fonds spécial	26 550	

Annexe 2 – Avances accordées au titre du Fonds spécial au bénéfice de programmes de pays

Pays/région	Récapitulatif de l'utilisation des avances accordées au titre du Fonds spécial
Éthiopie	Les avances ont donné à la FAO une marge de manœuvre qui lui a permis de faire face rapidement aux besoins de communautés victimes de la sécheresse. Grâce à ces fonds disponibles immédiatement, la FAO a acheté et distribué des produits alimentaires pour le bétail afin de protéger les principaux animaux reproducteurs et laitiers, et de maintenir ainsi la production de lait pour les ménages vulnérables. Des transferts monétaires ont également été distribués pour subvenir à des besoins urgents. Les avances accordées au titre du Fonds spécial ont permis à la FAO d'agir sans délai pour protéger les moyens d'existence pastoraux et atténuer les effets de la sécheresse.
République démocratique du Congo	Dans les provinces du Nord-Kivu et d'Ituri, les avances ont permis d'entreprendre à un stade précoce et de manière rapide plusieurs interventions destinées à renforcer la résilience de ménages vivant en milieu rural, notamment de ménages déplacés, qui pâtissait de la situation d'instabilité et avaient perdu des moyens d'existence. Ces avances ont facilité l'achat en temps voulu d'intrants agricoles, la mise en place d'initiatives de sensibilisation des communautés et la conclusion d'accords avec des prestataires de services financiers pour le versement des transferts monétaires.
Somalie	Les avances ont donné à la FAO les moyens de faire face rapidement aux besoins de communautés victimes des inondations. Les sommes débloquées ont servi à acheter à un stade précoce des intrants agricoles tels que des semences et des outils, et de fournir en parallèle des transferts monétaires aux ménages victimes des inondations. Elles ont permis de faire parvenir les aides aux communautés vulnérables à temps pour protéger et rétablir les moyens d'existence, reprendre la production alimentaire et renforcer la résilience face aux périodes sèches à venir et aux changements climatiques brusques futurs.
Soudan	Les avances ont donné à la FAO les moyens d'agir promptement lorsque des événements récents menaçaient les moyens d'existence et la sécurité alimentaire de communautés vivant de l'agriculture et de l'élevage. En offrant la possibilité d'acheter sans délai des intrants agricoles essentiels tels que des semences et en assurant une protection zoosanitaire d'urgence au moyen d'activités de vaccination et de déparasitage, elles ont permis d'intervenir en temps voulu. Cette action rapide a contribué à préserver la production alimentaire et à éviter une détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions les plus touchées.
Monde	Les avances allouées aux initiatives d'action anticipatoire ont permis de maintenir les activités en cours dans plusieurs régions, de renforcer ainsi l'analyse des risques, les capacités d'alerte précoce et la mise en œuvre en temps voulu des interventions destinées à protéger les communautés en prévision de crises futures. Elles ont donné à l'Organisation les moyens de mener rapidement des activités de renforcement des capacités ciblant des pays à haut risque, et d'accroître les moyens de ces derniers en matière de préparation et d'intervention. Face aux risques prévus liés à La Niña, les avances ont permis aux bureaux de pays de la FAO en Afrique, en Asie et en Amérique latine d'entreprendre des actions telles que la diffusion de messages d'alerte précoce, la distribution d'intrants agricoles, la prestation de services vétérinaires, la réparation de petits équipements d'adduction d'eau et la fourniture d'une assistance en espèces. Ces interventions réalisées en temps utile ont aidé à protéger les moyens d'existence, et offert à des populations vulnérables la possibilité de poursuivre des activités agricoles et de préserver leur sécurité alimentaire face à des risques climatiques évolutifs.

Annexe 3 – Ressources allouées en 2024 au titre de la mobilisation rapide et de la réaction aux situations d’urgence de niveau 3

Pays	Résumé de l’assistance fournie
Burkina Faso	La situation évolutive au Burkina Faso conjuguée aux déficits de financement a nécessité une intervention urgente pour renforcer les moyens dont la FAO disposait pour faire face au besoin croissant de protéger les moyens d’existence ruraux. Les aides ont permis à l’Organisation de maintenir des opérations essentielles menées par les bureaux de pays et de mettre en œuvre des activités d’urgence en faveur des moyens d’existence.
Mali	Les aides ont contribué à maintenir la capacité de la FAO à fournir un soutien en temps voulu, sous la forme notamment d’intrants agricoles, d’initiatives de rétablissement des moyens d’existence et d’activités de renforcement de la résilience.
République centrafricaine	Les perturbations en cours se sont répercutées sur les moyens d’existence agricoles, et ont fait qu’il est devenu indispensable de poursuivre les interventions d’urgence menées en faveur des moyens d’existence. Les financements ont permis à la FAO de transposer à plus grande échelle les initiatives qu’elle avait entreprises pour assurer la fourniture d’un soutien essentiel au secteur agricole et renforcer la résilience des communautés.
Yémen	Les ressources allouées ont contribué au financement du système d’information sur la sécurité alimentaire et la nutrition, un mécanisme essentiel pour le suivi et l’analyse de l’évolution de la situation dans ces domaines. Dans des conditions difficiles, le système a fourni des alertes précoces, facilité la coordination entre les parties prenantes et guidé les interventions menées en faveur de la sécurité alimentaire et des moyens d’existence.

Annexe 4 – Ressources allouées en 2024 au titre des interventions prévoyant la fourniture d'intrants agricoles

Pays	Résumé de l'intervention
Afghanistan	Les ressources allouées ont permis de renforcer la surveillance des criquets et la préparation à d'éventuelles invasions dans le nord du pays afin d'atténuer la menace que faisaient peser les criquets marocains sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire. Les activités ont notamment consisté à mener des enquêtes sur les sites de ponte, à évaluer les déficits de ressources et à former les communautés locales à la lutte antiacridienne. En outre, la FAO a fourni un soutien d'urgence en matière de protection zoosanitaire à l'intention de ménages d'éleveurs vulnérables.
Bangladesh	À la suite du cyclone Remal et des inondations qui ont sévi dans le Nord-Est, l'Organisation a fourni un soutien d'urgence aux ménages agricoles touchés pour leur permettre de rétablir rapidement leurs moyens d'existence. L'assistance comprenait la distribution de semences de riz et de légumes, d'engrais, d'outils et de transferts monétaires. Les interventions de la FAO ciblaient les communautés les plus vulnérables et visaient à garantir l'accès à des intrants en vue des périodes de semis à venir.
Cameroun	Dans la région de l'Est, où les déplacements et les changements climatiques brusques ont mis à rude épreuve les ressources et les moyens d'existence à l'échelle locale, la FAO a distribué des intrants agricoles et des trousseaux de soins pour bétail et mis en place des champs fourragers pour apporter un soutien aux ménages vulnérables. Les bénéficiaires ont aussi été formés à des techniques de production durable pour améliorer la productivité et préserver les moyens d'existence. Dans la région de l'Extrême-Nord, la FAO est intervenue pour faire face aux inondations en distribuant des intrants et en fournissant des transferts monétaires aux ménages touchés. Ses activités ont également consisté à accroître les capacités locales par des mesures d'atténuation des effets des inondations entreprises en concertation avec les communautés et à renforcer les systèmes d'alerte précoce.
Éthiopie	Les ressources allouées ont permis de prêter assistance à des ménages victimes de la sécheresse dans la région du Tigré, en distribuant des semences de céréales et de légumes adaptés aux conditions locales pour la saison <i>Meher</i> et en assurant des formations sur les pratiques agricoles climato-intelligentes.
Malawi	Les fonds affectés ont contribué à atténuer les effets des périodes sèches provoquées par le phénomène El Niño. La FAO a mis en place des transferts monétaires d'urgence qui ciblaient les ménages agricoles des districts de Machinga et Mangochi situés dans la région du Sud. Les bénéficiaires ont aussi été formés aux pratiques agricoles climato-intelligentes et à la gestion après récolte.
Mozambique	Les ressources allouées ont permis de venir en aide à des communautés victimes de la sécheresse de la province de Manica, en distribuant des intrants agricoles, notamment des semences et des outils, afin de rétablir la production en vue de la principale période de végétation. Des mesures de protection zoosanitaire, telles que des campagnes de vaccination et un appui vétérinaire, ont également été mises en œuvre pour préserver les actifs et renforcer la résilience face aux effets dus au phénomène El Niño.
Myanmar	Les fonds ont permis d'apporter un soutien aux ménages agricoles pâtissant de la situation d'instabilité et touchés par des changements climatiques brusques. L'intervention a notamment consisté à distribuer des semences de légumes, de maïs et de riz paddy ainsi que des engrais, à assurer des formations sur les pratiques agricoles et à fournir une assistance en espèces.
Nicaragua	Les ressources allouées ont contribué à atténuer les effets du phénomène El Niño en distribuant aux ménages de petits exploitants agricoles des semences destinées aux cultures de base et aux jardins familiaux ainsi que des engrais et en assurant des formations sur les pratiques agricoles climato-résilientes.
Niger	À Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri, les ménages ciblés ont reçu des semences, des outils et une assistance en espèces pour rétablir la production et renforcer leur résilience face aux

Pays	Résumé de l'intervention
	changements climatiques brusques. En outre, à la suite des inondations qui se sont produites à Diffa, Tahoua et Zinder, la FAO a distribué des intrants, reconstitué des cheptels, assuré des services vétérinaires et fourni une assistance d'urgence en espèces pour protéger les troupeaux, permettre de pratiquer des cultures hors-saison et aider les ménages touchés à rétablir leurs moyens d'existence.
Nigéria	À la suite des inondations qui ont eu lieu dans le nord-est du pays, la FAO a distribué aux communautés touchées des trousseaux de jardinage comprenant des semences de légumes à cycle court, des engrais et des outils, auxquelles elle a ajouté des transferts monétaires. En outre, l'Organisation a assuré des services de santé animale, notamment des vaccinations et des traitements destinés à protéger les actifs pastoraux. Des formations sur les bonnes pratiques agricoles et nutritionnelles ont aussi été dispensées.
République centrafricaine	Les ressources allouées ont permis de soutenir les populations vulnérables qui pâtissaient de la situation d'instabilité, en mettant en œuvre des interventions de type travail contre rémunération pour réhabiliter des terres agricoles et remettre en état des petits équipements d'irrigation.
République démocratique du Congo	Les aides fournies ont contribué à atténuer les effets de la situation d'instabilité sur les moyens d'existence ruraux dans la province d'Ituri, en distribuant aux ménages agricoles des semences de légumes et de cultures de base à cycle court ainsi que des outils et en assurant des formations techniques.
Somalie	Les fonds ont permis d'apporter un soutien aux communautés agropastorales victimes des inondations qui se sont produites dans les régions de Hira et Gedo, soutien qui a consisté à distribuer des intrants agricoles d'urgence, notamment des semences et des outils, à fournir une assistance en espèces et à assurer des services de conseil.
Tchad	À Kanem et à Barh-El-Ghazel, le soutien apporté aux ménages d'éleveurs a consisté notamment à distribuer des produits alimentaires pour le bétail, à assurer des formations à la gestion du lait et à fournir des conseils nutritionnels. En outre, dans la province de Tandjilé, la FAO est intervenue pour faire face aux inondations en distribuant des semences de riz et des outils, en menant des activités de vaccination et de déparasitage et en fournissant une assistance en espèces.
Ukraine	Les aides ont permis de distribuer des semences maraîchères et des plants de pommes de terre pour aider les ménages ruraux à maintenir la production vivrière au printemps. Le soutien apporté par la FAO ciblait les ménages vulnérables vivant dans les régions frontalières pour leur permettre de conserver leurs moyens d'existence et d'éviter de recourir à des mécanismes de survie préjudiciables.
Zambie	Les ressources allouées ont permis de prêter assistance aux petits exploitants agricoles victimes de la sécheresse, en leur distribuant des intrants climato-intelligents ainsi que des kits d'irrigation à énergie solaire. L'intervention comprenait aussi un appui technique pour améliorer les rendements agricoles et la gestion de l'élevage.

Annexe 5 – Ressources allouées en 2024 au titre de la fenêtre d’action anticipatoire

Pays/région	Résumé des interventions
Afghanistan	À la fin de 2023 et au début de 2024, des périodes sèches sont apparues progressivement dans les régions de l’ouest, du nord et de l’est de l’Afghanistan, et se sont aggravées tout au long des mois de février et mars 2024. Ces conditions ont accentué le tassement du sol, et rendu le terrain propice aux inondations qui se sont produites en mars, principalement dans les provinces de Nangarhar, Kunar et Laghman à l’est du pays. La FAO a réagi rapidement pour atténuer les effets de ces phénomènes. Cette expérience souligne qu’il est nécessaire de renforcer les systèmes d’action anticipatoire dans le pays en élaborant un protocole d’action anticipatoire pour la sécheresse, en collaboration avec les partenaires concernés. Le protocole a été inscrit à l’ordre des priorités pour permettre d’agir rapidement en prévision d’un possible phénomène La Niña à la fin de 2024 ou au début de 2025, qui risquerait d’entraîner de nouveaux épisodes secs.
Cambodge	En mars 2024, le protocole d’action anticipatoire pour la sécheresse élaboré par la FAO au Cambodge a été déclenché pour la première fois, car l’indice de sécheresse combiné dépassait le seuil, fixé à 70 pour cent, à Banteay Meanchey, Battambang et Siem Reap. Devant l’aggravation prévue des conditions de sécheresse due au retard de la mousson, l’Organisation a mis en œuvre des mesures progressives, notamment une assistance en espèces non assortie de conditions. Des retards ont toutefois été constatés dans la phase finale du ciblage et de la sélection des bénéficiaires. L’assistance escomptée a ainsi été fournie plus tard que prévu, dans le cadre d’intervention classique.
Colombie	Des activités de préparation opérationnelle ont été menées en août dans le cadre de la phase 1, laquelle avait été déclenchée car la probabilité de précipitations excédentaires avait atteint 65 pour cent à la fin du mois de juillet. Des mesures d’action anticipatoire ont été entreprises pour faire face aux inondations, car la phase 2 a été déclenchée en raison des prévisions et des bulletins portant sur le phénomène La Niña qui avaient été communiqués par l’Institut d’hydrologie, de météorologie et d’études environnementales et qui annonçaient une probabilité de 60 à 80 pour cent de précipitations excédentaires attendues d’ici à la mi-septembre. Les mesures mises en œuvre à Sucre (région de La Mojana), Chocó, Nariño (région du Pacifique) et dans l’archipel de San Andrés, Providencia et Santa Catalina ont consisté à distribuer des transferts monétaires, à mettre en place des centres d’approvisionnement en produits alimentaires et en semences, des potagers surélevés, des abris pour bétail, des systèmes de drainage ainsi que des formations à l’intention de groupes de population autochtones et afro-colombiens, d’équipes chargées de la santé animale et de banques municipales de semences. Des inondations se sont produites en particulier dans la région de Chocó en novembre 2024.
Madagascar	Au début de 2024, le Grand Sud de Madagascar montrait des signes d’invasion de criquets, invasion qui risquait de compromettre la sécurité alimentaire malgré le relèvement agricole annoncé en raison des prévisions de précipitations supérieures à la moyenne dues au phénomène La Niña. Les infestations de criquets migrants malgaches menaçaient des cultures essentielles telles que le riz et le maïs et mettaient en péril la sécurité alimentaire. La FAO est intervenue rapidement en coordination avec des partenaires gouvernementaux, ce qui a permis de renforcer les initiatives nationales de suivi et de lutte contre les ravageurs pour protéger les principales cultures et d’éviter d’importantes pertes de récoltes aux populations rurales vulnérables.
Malawi	Au Malawi, les mesures d’atténuation des inondations prévoient deux phases en 2024-2025: la première est déclenchée lorsque les prévisions relatives à l’oscillation australe El Niño (ENSO) annoncent des précipitations supérieures à la moyenne, et la seconde est mise en route lorsque les prévisions à court terme indiquent plus de 100 mm de précipitations dans les 24 heures. L’alerte précoce émise dans le cadre de la phase 1 en raison des graves inondations a activé des mesures qui ont notamment consisté à distribuer des transferts monétaires aux ménages agricoles ciblés à Phalombe et à entreprendre des campagnes de sensibilisation ainsi que des initiatives de renforcement des capacités afin de réduire les effets du phénomène La Niña sur l’agriculture. Les

Pays/région	Résumé des interventions
	paramètres associés à la phase 2 font actuellement l'objet d'une surveillance, mais la phase n'a pas encore été déclenchée.
Mongolie	En Mongolie, le <i>dzud</i> de 2023/2024 a commencé début novembre 2023 par la conjugaison d'abondantes chutes de neige et d'épisodes de blizzard, et le phénomène s'est aggravé début février 2024. D'après les estimations, près de 17,4 pour cent des animaux du cheptel national ont péri. Les prévisions météorologiques annonçaient un printemps particulièrement difficile, avec des températures inférieures à la moyenne, d'importantes chutes de neige et de fréquentes tempêtes. Ces conditions extrêmes limiteraient l'accès des troupeaux aux pâturages, et mettraient en danger l'économie nationale tout en plongeant des milliers de ménages d'éleveurs dans la misère. Pour porter secours aux ménages d'éleveurs et protéger le cheptel restant, la FAO a apporté une assistance en espèces à buts multiples aux ménages ciblés dans 108 subdivisions administratives réparties dans 15 provinces, et a étendu la portée de cette aide grâce à des ressources supplémentaires provenant du Fonds central pour les interventions d'urgence de l'OCHA, qui ont également contribué à l'achat de 3,3 millions de doses de vaccins contre la variole ovine et caprine pour combattre les flambées épidémiques dans les troupeaux encore en vie.
Mozambique	Dans le cadre du plan d'intervention en cas d'inondation du Mozambique, la FAO a mis en place des mesures d'action anticipatoire à partir d'un système de déclenchement en deux phases. La première phase reposait sur des prévisions relatives au phénomène El Niño-oscillation australe et au climat indiquant une forte probabilité d'apparition de La Niña et de précipitations supérieures à la normale (novembre 2024-janvier 2025). La phase 2 était activée en cas d'alertes signalant des inondations imminentes dans les bassins concernés. La FAO, en coordination avec l'Institut national de réduction et de gestion des risques de catastrophe, a fourni des variétés de semences à maturation précoce, des services vétérinaires et des transferts monétaires fondés sur les prévisions pour veiller à ce que les ménages agricoles des zones sujettes aux inondations puissent se préparer efficacement.
Ouganda	En 2024, le système de déclenchement de mesures d'action anticipatoire en Ouganda a été fondé sur des prévisions de précipitations inférieures à la moyenne entre octobre et décembre dans les zones agricoles et pastorales du Centre-Ouest. Les effets attendus comprenaient des pénuries d'eau, une réduction des rendements, des infestations d'organismes nuisibles, des migrations et une aggravation de l'insécurité alimentaire. À partir de ces prévisions, la FAO a diffusé des alertes précoces, appuyé des mesures communautaires de lutte contre la sécheresse et distribué une assistance en espèces aux ménages ciblés. La sécheresse a effectivement eu lieu, et on s'attend à constater toute l'étendue de ses effets en 2025. La FAO continue par conséquent à suivre la situation, en fournissant des conseils, et prévoit des interventions supplémentaires en 2025, comme la remise en état des infrastructures hydriques communales par le désenvasement de trois réservoirs de vallée ainsi que la réactivation de comités d'usagers de l'eau.
Philippines	Le Gouvernement philippin a déclaré le début de la saison humide en mai 2024, en indiquant que des inondations et des typhons liés au phénomène La Niña étaient attendus. Compte tenu de ces informations, la FAO a lancé des mesures d'action anticipatoire ciblées sur la région à haut risque de Mindanao, en prévoyant la possibilité de l'étendre à d'autres régions si nécessaire. En octobre-novembre 2024, les Philippines ont été frappées par six typhons en l'espace de deux semaines. Dans la province d'Isabela, la FAO a pu mettre en place des mesures d'action anticipatoire le 9 novembre, juste avant que le typhon Toraji touche terre (le 11 novembre). Les agriculteurs et les pêcheurs ciblés ont bénéficié de transferts monétaires non assortis de conditions destinés à atténuer les conséquences attendues du typhon sur leurs moyens d'existence. Après une semaine, la FAO a également pu anticiper les effets du typhon Man-Yi avant qu'il ne frappe, le 16 novembre. Le 16 novembre, moins de huit heures avant que le typhon touche terre, les mesures suivantes avaient été prises dans les provinces de Catanduanes et du Samar du Nord: fourniture de transferts monétaires aux bénéficiaires ciblés, mise en sécurité des bateaux et du matériel pour protéger les pêcheurs, et diffusion de messages d'alerte précoce pour faciliter les évacuations dans d'autres zones.

Pays/région	Résumé des interventions
Somalie	À l'aide de son Système de gestion des données relatives à l'eau et aux terres en Somalie, la FAO a mis en évidence les zones exposées à des risques élevés en raison de la sécheresse liée au phénomène La Niña et des pénuries d'eau attendues. Pour faire face à ces risques, l'Organisation a mis en place des mesures d'action anticipatoire dans les meilleurs délais afin de réduire le plus possible les effets de la sécheresse annoncée sur les ménages agropastoraux les plus vulnérables. Les mesures ont notamment consisté à apporter une aide en espèces aux ménages victimes de la sécheresse, à vérifier les sources d'eau pour pouvoir émettre des alertes en temps réel et à prépositionner des réserves d'eau le long des voies de migration. D'autres mesures ont été prises, comme la diffusion de prévisions axées sur les impacts et la mise en place de traitements vétérinaires pour préserver la santé du bétail.
Soudan du Sud	Au Soudan du Sud, le système de déclenchement des mesures d'action anticipatoire a été défini en 2024 à partir des prévisions d'inondation, des précipitations supérieures à la moyenne étant attendues au plus fort de la période des crues (octobre-novembre), et éventuellement au début de 2025. Les données historiques sur les inondations ainsi que les prévisions de l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère et du Service géologique des États-Unis ont confirmé le risque élevé d'inondations. La FAO a pris rapidement des mesures pour diffuser des alertes sur ce risque, vacciner le bétail et fournir des kits d'aide d'urgence, notamment des engins de pêche, des pirogues et du matériel de production maraîchère, aux communautés déplacées. Bien que d'une ampleur inférieure à celle attendue, des inondations se sont produites en novembre 2024, et les mesures prises par la FAO à partir des prévisions ont été utiles aux populations touchées.
Venezuela (République bolivarienne du)	En prévision du phénomène La Niña en 2024-2025, la FAO a activé le mécanisme d'action anticipatoire à partir d'un système de déclenchement en deux phases en cas d'inondations dans l'État de Zulia. La première (août-septembre 2024) a été déclenchée lorsque les estimations de l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère ont indiqué une probabilité de phénomène La Niña supérieure à 60 pour cent. La seconde (septembre-novembre 2024) a été déclenchée lorsque cette probabilité a dépassé 85 pour cent, et que le niveau du fleuve Limón a augmenté de 6 mètres à Carrasquero. Les interventions ont notamment consisté à renforcer les systèmes d'alerte précoce et les mesures de lutte contre les inondations, à dispenser des formations et à mettre en place des banques de semences.
Asie-Pacifique	Compte tenu du risque élevé de typhons et d'inondations liées à ces phénomènes, la FAO a mis en place des mesures d'action anticipatoire pour protéger les ménages vulnérables en amont. La première phase a consisté notamment à prépositionner des fournitures afin de pouvoir prendre des mesures en temps voulu aux Fidji, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam. La seconde phase a été fondée sur un système de déclenchement de mesures d'action anticipatoire assorti de délais courts, conformément aux protocoles existants convenus avec les gouvernements respectifs. Sur les trois pays, seuls le Viet Nam et la République démocratique populaire lao ont activé des mesures relevant de la deuxième phase en 2024. Au Viet Nam, des bidons étanches ont été distribués, et des alertes précoces ont été émises avant le typhon Trami. En République démocratique populaire lao, les mesures mises en place durant le typhon ont compris des alertes précoces, des évacuations de bétail et des distributions d'aliments pour animaux. Aux Fidji, les mesures relevant de la première phase ont consisté principalement à prépositionner des sacs hermétiques et du matériel pour consolider les bateaux et à préparer une éventuelle activation de la seconde phase.

Annexe 6 – Ressources allouées en 2024 au titre de la fenêtre relative à la place centrale de la protection et de la PEAS

37. La FAO a continué d'accroître sa capacité à prévenir l'exploitation et les abus sexuels, à les atténuer et à y faire face en Afghanistan, en Éthiopie, en Haïti, au Myanmar, au Nigéria, au Pakistan, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan, au Soudan du Sud et en Ukraine. Grâce au recrutement de spécialistes de la PEAS, la FAO a augmenté les capacités institutionnelles en proposant des formations, en élaborant des plans d'action personnalisés et en intégrant la PEAS dans les programmes de pays. Les spécialistes ont animé des réunions de sensibilisation destinées aux membres du personnel, aux partenaires et aux communautés locales, et ont renforcé les mécanismes de dépôt de plaintes et les systèmes d'orientation en coordination avec les réseaux interinstitutions. Les efforts de communication, notamment la diffusion de supports d'information et les consultations de communautés, ont favorisé la mobilisation de ces dernières. Les activités ont été renforcées par une plus grande collaboration avec les partenaires d'exécution et la participation accrue aux évaluations conjointes des risques d'exploitation et d'abus sexuels. Ces mesures ont permis de constituer une base solide pour mener des activités ininterrompues de PEAS, et des mesures de suivi ont été planifiées pour assurer une intégration continue et une protection efficace des bénéficiaires des programmes.

Annexe 7 – Ressources allouées en 2024 au titre de la fenêtre d'interventions dans des situations de crises prolongées

Pays	Résumé de l'intervention
Myanmar	La FAO s'est attachée à venir en aide aux communautés vulnérables dans les zones rurales exposées à des situations d'instabilité prolongée. L'aide d'urgence a notamment consisté à fournir des intrants agricoles et une assistance dans le domaine de l'élevage, et à distribuer en parallèle des transferts monétaires. Par ailleurs, les bénéficiaires ciblés ont reçu une formation technique sur les bonnes pratiques en matière d'agriculture et d'élevage.
Nigéria	Les communautés rurales du nord-ouest du pays ont bénéficié de la distribution d'intrants agricoles et de solutions de stockage après récolte, de la distribution d'intrants pour la culture de jardins potagers et de formations sur les bonnes pratiques agricoles.
Soudan	Les interventions de la FAO ont été axées sur le rétablissement de la sécurité alimentaire des ménages agropastoraux touchés par le conflit. La distribution d'intrants agricoles, la vaccination du bétail et les formations techniques ont permis aux communautés ciblées de protéger leurs moyens d'existence et de maintenir leur production.

Annexe 8 – Ressources allouées au titre des crises climatiques (y compris El Niño et La Niña)

Pays/région	Résumé de l'intervention
Afghanistan et Niger	En 2024, la FAO a entrepris des interventions de renforcement de la résilience à l'échelle mondiale pour remédier aux effets des extrêmes climatiques liés au phénomène El Niño sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans les régions vulnérables, notamment en Afghanistan et au Niger. Au moyen d'activités financées par le Fonds spécial, la FAO vient en aide aux communautés touchées en mettant en œuvre une série d'interventions pour préserver la production en présence de conditions défavorables, en distribuant des semences tolérantes à la sécheresse et en promouvant des pratiques agricoles intelligentes face au climat, par exemple. Ces actions menées à l'échelle mondiale visent à réduire autant que possible les risques et les pertes, à protéger les moyens d'existence et à renforcer la résilience face aux changements climatiques brusques futurs, et à veiller à ce que les populations vulnérables puissent se relever plus efficacement des perturbations liées au climat.
Soudan du Sud	Un appui aux moyens d'existence résilients face au changement climatique a été assuré par la promotion de pratiques climato-intelligentes et tenant compte de la nutrition destinées à remédier aux effets des inondations et des périodes sèches prolongées. Les activités ont été axées sur l'amélioration de l'accès à des intrants adaptés au climat, sur la création de jardins flottants et sur le renforcement de la gestion après récolte aux fins de la réduction des pertes de produits alimentaires. Un appui en faveur de l'élevage dans le cadre de campagnes de vaccination et de traitement a permis de protéger les actifs pastoraux, et des infrastructures hydriques tenant compte des questions de genre ont été construites pour améliorer la gestion des ressources. Les systèmes d'alerte précoce ont également été renforcés pour améliorer la préparation et l'intervention face aux changements climatiques brusques, et assurer la mise en œuvre en temps voulu de mesures en faveur des communautés vulnérables.
Couloir de la sécheresse	La FAO a apporté un appui essentiel aux communautés vulnérables du couloir de la sécheresse touchées par des extrêmes climatiques liés aux phénomènes El Niño et La Niña. Ces interventions ont été axées sur le renforcement de la résilience par la distribution de semences tolérantes à la sécheresse et la fourniture d'intrants agricoles et d'une assistance technique aux agriculteurs. Les activités ont également consisté à renforcer les systèmes d'alerte précoce et à promouvoir des pratiques agricoles durables pour atténuer les risques climatiques futurs.
Monde	La FAO a mis en œuvre des interventions pour évaluer les effets du phénomène El Niño sur les moyens d'existence agricoles et la sécurité alimentaire, à l'échelle mondiale et dans les pays prioritaires. Ces activités ont consisté à mener des évaluations d'impact et des études sur la sécurité semencière et à effectuer des télédétections pour éclairer des interventions rapides. Des consultations de parties prenantes et des ateliers de validation ont été organisés pour permettre une prise de décision fondée sur des données factuelles. Ces efforts visaient à améliorer la préparation et à appuyer des mesures d'adaptation pour atténuer les effets des brusques changements climatiques liés au phénomène El Niño sur les communautés vulnérables.